



RAPPORT D'ACTIVITES 2010



BRAINFOREST

Quartier Ambowé, B.P : 23 749 Libreville – Tel : 07 97 84 25

E-mail : info@brain-forest.org – www.brain-forest.org

N° enregistrement : 00265/MISPD/SG/CT - NIF : 89616C

® Les opinions versées, les informations présentées dans ce rapport ne constituent en aucune façon l'expression de l'opinion des donateurs et sont la responsabilité de Brainforest

© juin 2011

RAPPORT D'ACTIVITES 2010

TABLE DES MATIÈRES

RÉPONDRE AUX PROBLÉMATIQUES À VENIR	5
CONTEXTE DES ACTIVITES DE BRAINFOREST EN 2010.....	9
BILAN TECHNIQUE	11
PROJETS MIS EN ŒUVRE ET PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS	13
1. <i>Projet de Cartographie Participative dans le Bassin du Congo</i>	13
2. <i>Projet "Enabling effective Community Participation in the Management of National Parks in Gabon"</i>	17
3. <i>Projet «Analyse des textes réglementaires forestiers, renforcement des capacités requises de la société civile gabonaise et mobilisation pour la mise en œuvre des éléments du plan d'action FLEGT»</i>	19
4. <i>Projet «Building the foundations for success; ensuring community participation is at the heart of REDD»</i> ...	21
ETUDES REALISEES	23
1. <i>Gestion du Foncier en Milieu Rural au Gabon</i>	23
2. <i>Impact de l'exploitation minière sur les populations locales et l'environnement dans le Haut-Ogooué</i>	23
3. <i>Le commerce et les investissements chinois en Afrique: évaluation et gestion des compromis entre économies nationales, moyens de subsistance locale et écosystèmes forestiers.</i>	25
4. <i>Etude sur l'indice de pérennisation des ONG de l'Afrique Subsaharienne</i>	26
PARTICIPATION AUX PROCESSUS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX	27
1. <i>Projet TRIDOM</i>	27
2. <i>COALITION PUBLISH WHAT YOU PAY</i>	28
3. <i>plate-forme environnement Gabon</i>	28
CONTRAINTES RELATIVES AU DEPLOIEMENT DE NOTRE ACTION SUR LE TERRAIN	29
1. <i>CONTRAINTES INTERNES</i>	29
2. <i>CONTRAINTES EXTERNES</i>	29
PERSPECTIVES	31
PERSPECTIVES POUR 2011	33
1. <i>Projet de Cartographie participative dans le bassin du Congo</i>	33
2. <i>Projet «Enabling Effective Community Participation in the Management of Nationals Parks in Gabon» (FFEM)</i>	33
3. <i>projet «appui pour l'implication des communautés dans la gestion durable du massif forestier de minkebe ouest (nord du gabon)»</i>	33
4. <i>Projet PRO-FORMAL</i>	35
5. <i>Programme ACP-FLEGT de la FAO</i>	35
6. <i>Appui à la lutte citoyenne contre la corruption</i>	36
7. <i>«Appui à l'Application de la Loi sur la Faune» (AALF)</i>	36
BILAN FINANCIER	37
PERSONNEL BRAINFOREST	39

sigles et abréviations

FAO : *Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture*

CARPE : Central African Regional Program for the Environment

IUCN : Union Mondiale pour la Conservation de la Nature

CIFOR : Centre International pour la Recherche Forestière Internationale

DFID : *Department for International Development UK*

ACP - FLEGT: *The Forest Law Enforcement, Governance and Trade Support Programme for African, Caribbean and Pacific countries*

UE : Union Européenne

OCDH : Observatoire Congolais des Droits de l'Homme

CED : Centre pour l'Environnement et le Développement

RDC : République Démocratique du Congo

MEFP : Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmées

RCA : République Centrafricaine

CBFF : Fond Forestier pour le Bassin du Congo

ONG : Organisation Non Gouvernementale

APV : Accord de Partenariat Volontaire

FERN : Forest Empowerment Research Network

MARP : Méthode Accélérée de Recherche Participative

RFUK : Rainforest Foundation UK

ASF : Aventures Sans Frontières

IRET : Institut de Recherche en Écologie Tropicale

SIG : Système d'Information Géographique

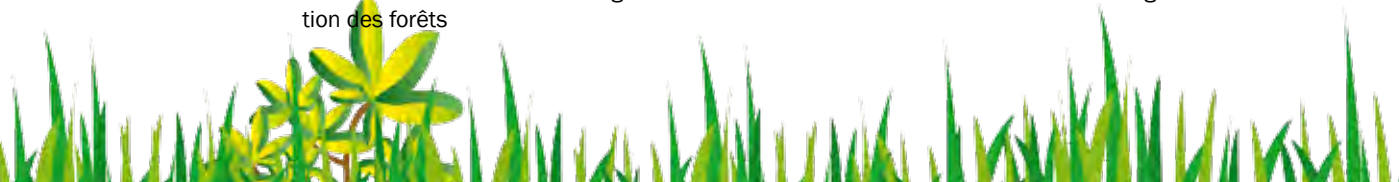
DSCRP : Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté

PSFE : Programme Sectoriel Forêt Environnement

AFLEG : Africa Forest Law Enforcement and Governance

COMIFAC : Commission des Forêts d'Afrique Centrale

REDD : Réduction des Émissions des gaz à effet de serre dus à la Déforestation et à la Dégénération des forêts



RÉPONDRE AUX PROBLÉMATIQUES À VENIR

Association de droit gabonais créée en 1998, Brainforest a pour principale mission d'informer et d'accompagner les parties prenantes pour une gestion durable et équitable des ressources naturelles du Gabon.

Depuis sa création, notre organisation a su rester fidèle à son objectif initial et s'est développée et adaptée, malgré les différentes contingences qui constituent, très souvent, un obstacle considérable à notre déploiement.

L'année qui s'achève aura été, pour nous, une année assez positive en termes de développement de nos activités et de leur espace. En effet, outre l'Estuaire et le Woleu-Ntem, Brainforest intervient désormais dans les provinces de l'Ogooué-Ivindo, de la Ngounié, de la Nyanga et du Haut-Ogooué.

2010 aura également été l'année d'une professionnalisation assez difficile. Nous avons dû faire face à de nouvelles réalités managériales auxquelles nous n'étions pas assez préparés. Malgré ces obstacles, nous avons su tenir le cap et amorcer une sortie sans grands heurts. Nous en avons tiré des leçons pour l'avenir.

Cette année, Brainforest a travaillé avec des acteurs issus de différents secteurs: communautés locales et autochtones, organisations de la société civile, partenaires au développement et administration publique. Dans une logique de renforcement des capacités et de partage d'expériences, notre organisation aura abordé des thématiques aussi diverses que variées, portant sur la bonne gouvernance, la gestion forestière durable, la transparence dans les industries extractives, les droits des communautés locales et autochtones dans la gestion des ressources naturelles, la cartographie participative pour la promotion de la



transparence dans les industries extractives, les droits des communautés locales et autochtones dans la gestion des ressources naturelles, la cartographie participative pour la promotion de la cogestion des forêts, le renforcement des capacités des partenaires.

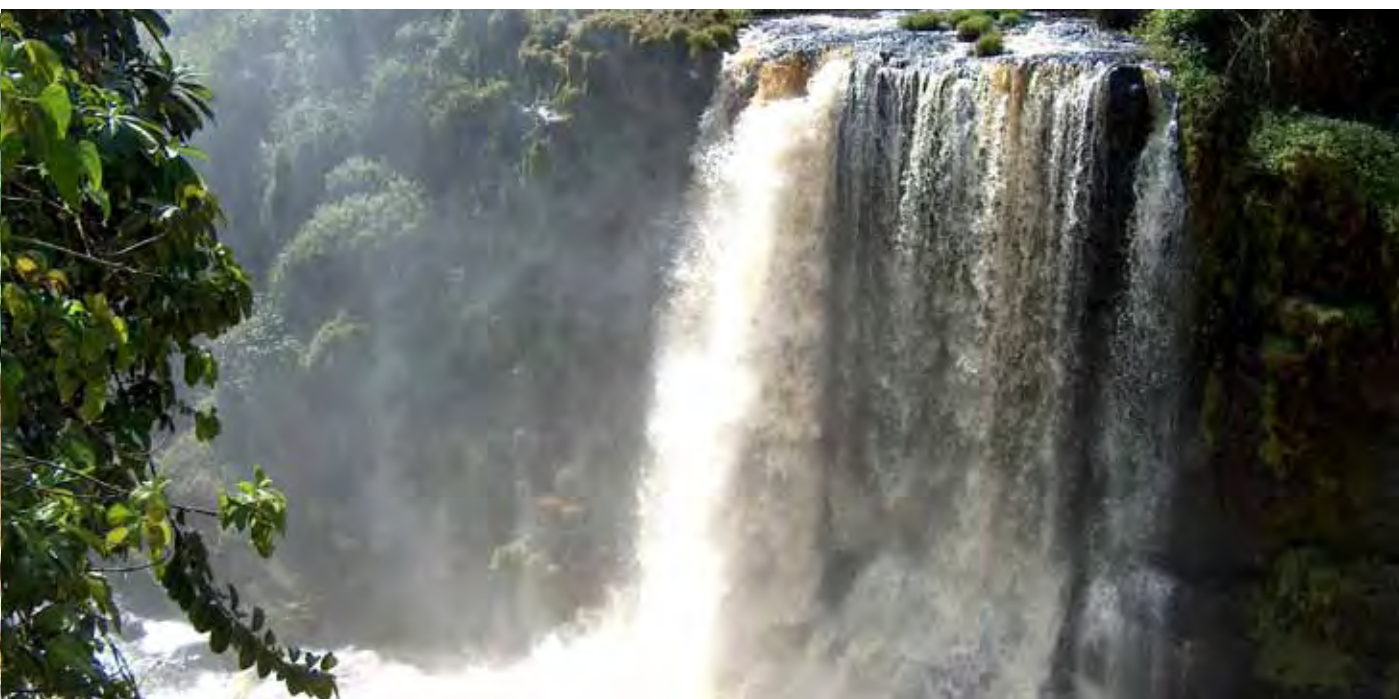
Ce travail n'a été possible que grâce à l'appui vital de la Rainforest Foundation UK, de FERN, du gouvernement britannique, à travers le DFID, de la Commission de l'Union Européenne, de CARPE/IUCN, IUCN, BOTH ENDS, Global Greengrants Fund, CIFOR, du ministère des Eaux et Forêts, du programme ACP-FLEGT de la FAO, de l'Ambassade des Etats-Unis au Gabon, de l'ONG Conservation Justice. Que tous ces partenaires de nos succès trouvent, ici, l'expression de tous nos remerciements.

Afin de capitaliser les acquis du travail accompli, de poursuivre les missions que nous nous sommes assignées, de les structurer, de les développer et de les pérenniser, il est vital que ces partenariats s'intensifient.

En vous présentant le présent rapport d'activités, toute l'équipe de Brainforest vous adresse ses vœux les meilleurs pour 2011.

Marc ONA ESSANGUI
Secrétaire exécutif







CONTEXTE DES ACTIVITES DE BRAINFOREST EN 2010

Le Gabon, face à la baisse des recettes pétrolières, s'est engagé dans la diversification de son économie. A cet effet, le gouvernement gabonais a conduit de profondes réformes afin d'améliorer l'efficacité économique du secteur forestier. Au-delà de ces aspects purement économiques, des considérations environnementales et sociales ont été également prises en compte. Il s'agissait, par la même occasion, de mettre en application les textes en vigueur aux plans international et sous-régional, relatifs à la gouvernance forestière et à la gestion participative des ressources naturelles, notamment le Plan de Convergence de la COMIFAC, la Déclaration de Yaoundé sur la conservation et la gestion durable des forêts tropicales, la Convention sur la biodiversité, la Convention d'Alger sur la conservation de la nature et des ressources naturelles.

Ces réformes en matière de forêt, de pêche et d'aquaculture, d'aires protégées, d'environnement et de formation sont consignées dans des documents et textes de lois tels que le Code forestier, le Code de l'Environnement, le Code de la Pêche et de l'aquaculture, la loi sur les parcs nationaux, le Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR), le Programme Sectoriel Forêt Environnement (PSFE), la Lettre de politique des secteurs forêt, pêche et aquaculture, aires protégées, environnement et leurs différents textes d'application et, enfin, le processus APV/FLEGT et AFLEG, actuellement dans sa phase préparatoire au Gabon.

En somme, il s'est agi, pour cette kyrielle de textes, d'atteindre les différents objectifs environnementaux, économiques et sociaux à travers :

- une implication des communautés rurales et de la société civile dans la gestion des ressources naturelles;
- un accroissement des recettes budgétaires de l'État et la redistribution d'une partie de celles-ci aux entités locales;
- une transformation plus poussée, à forte valeur ajoutée, des produits forestiers, au niveau local;
- une contribution au développement des ressources de la faune et des aires protégées;
- une implication plus importante des nationaux dans les activités du secteur;



- la gestion directe des forêts du domaine rural par et au profit des communautés et résidents locaux eux-mêmes;
- la protection de la biodiversité.

Malgré cette volonté politique proclamée, l'on fait malheureusement, à ce jour, le triste constat du grand décalage qui existe entre les ambitions contenues dans les textes de loi et la pratique sur le terrain. Et s'il est vrai qu'une avancée a été observée dans quelques secteurs, il n'en est pas moins vrai que beaucoup reste à faire.

De ce fait, Brainforest aura mis en œuvre un ensemble d'activités avec, pour ambition, de contribuer efficacement aux processus politiques et législatifs initiés sur les plans national et international, notamment en matière de gouvernance, de gestion durable des ressources naturelles et d'équité dans le profit et l'accès pour toutes les parties prenantes à ces ressources.

A cet effet, dans le domaine spécifique de la gestion des forêts, en partenariat avec d'autres organisations locales et internationales, Brainforest a poursuivi l'exécution de plusieurs projets centrés sur la promotion de la gestion durable et la lutte contre l'exploitation illégale du bois.

Dans le sillage de la promotion d'une gestion durable des forêts, trois projets ont été menés en collaboration avec différentes parties prenantes du secteur forestier :

En matière de gouvernance, la convergence de vue avec les préoccupations de la communauté nationale et internationale sur cette question a été le catalyseur des projets réalisés dans ce domaine.

Dans cette perspective, on mettra à l'actif de Brainforest, les projets suivants dont les activités étaient axées sur un souci d'amélioration qualitative de la gouvernance au Gabon :

- Le projet de cartographie participative dans le bassin du Congo ;
- Le projet «faciliter la participation communautaire dans la gestion des parcs nationaux au Gabon».

La transversalité du débat sur l'équité sociale ramène souvent cette problématique à une question de gouvernance. À cet effet, la promotion de l'équité, en tant que préoccupation, a souvent été abordée de manière tout aussi transversale au niveau des différents projets mis en œuvre.



BILAN TECHNIQUE

Il est important de préciser que le choix de nos actions a été justifié par le souci de promouvoir notre vision d'aboutir à une société gabonaise dans laquelle l'environnement sera protégé, avec la participation effective des communautés locales et autochtones qui bénéficieront des retombées de l'exploitation des ressources naturelles.

A cet effet, outre les projets mis en œuvre, Brainforest s'est également déployée sur le terrain, durant l'année 2010, à travers la réalisation de plusieurs études et sa participation aux processus nationaux et internationaux sur la gestion durable des ressources naturelles et la bonne gouvernance.



PROJETS MIS EN ŒUVRE ET PRINCIPAUX RÉSULTATS OBTENUS

Brainforest s'est déployée sur le terrain pour mettre en oeuvre un certain nombre de projets. S'il est vrai que beaucoup reste à faire, il n'en est pas moins vrai qu'une avancée significative a été obtenue.

1. PROJET DE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE DANS LE BASSIN DU CONGO

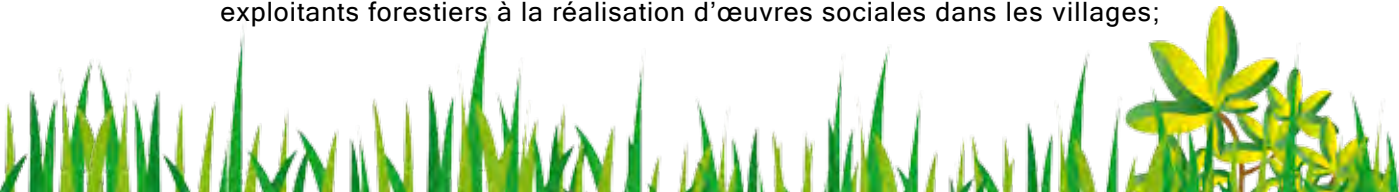
Initié en 2009 avec le soutien technique et financier de la Rainforest Foundation United Kingdom et du DFID, le projet de cartographie participative a pour ambition de promouvoir l'inclusion des droits des communautés forestières à accéder aux processus législatifs, politiques et stratégiques dans trois pays du Bassin du Congo (la République Centrafricaine, le Gabon et la République du Congo), pour mieux contrôler et utiliser les ressources de la forêt.

Ce projet a été particulièrement marqué, cette année, par son évaluation à mi-parcours, le recyclage des facilitateurs de cartographie participative et des techniciens SIG, la formation de nouveaux techniciens, l'introduction de l'exercice de cartographie 3D et l'appui apporté aux communautés pour la production et l'utilisation des cartes, en vue d'une meilleure prise en compte de leurs droits dans la gestion des ressources naturelles du Gabon.

Contexte

Au Gabon, les grands défis sociaux du gouvernement et des acteurs de la société civile restent marqués par la recherche de solutions sur:

- La réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie de la population gabonaise;
- l'implication des communautés et de la société civile dans la gestion des ressources naturelles à travers la pratique des droits d'usage coutumier, la création de forêts communautaires, la consultation et l'implication de celles-ci dans les processus de création et de gestion des forêts et des aires protégées, leur participation aux comités consultatifs de gestion locale des parcs nationaux, la signature de contrats de gestion de terroirs avec les communautés, dans le cadre de la gestion de la périphérie des parcs nationaux, la contribution des exploitants forestiers à la réalisation d'œuvres sociales dans les villages;

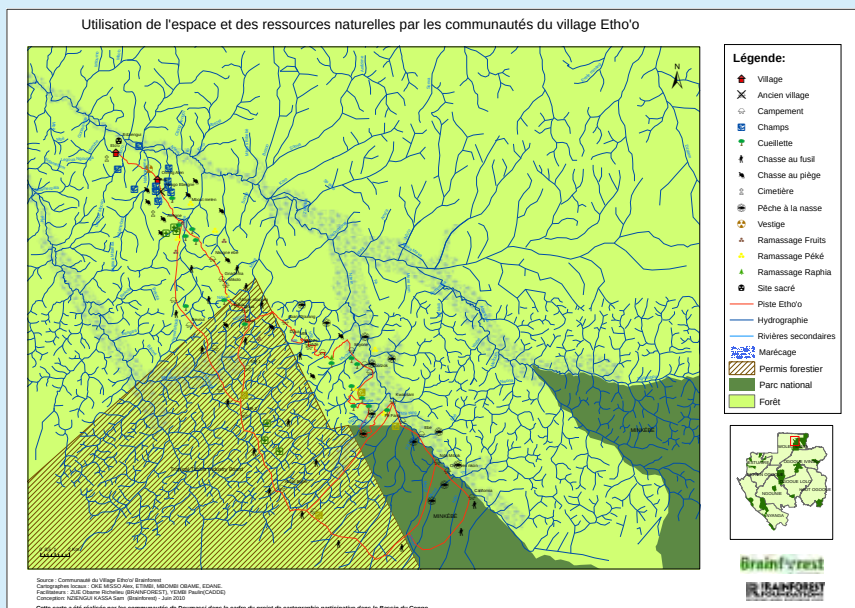


- Malheureusement, malgré cet arsenal juridique en leur faveur, de récentes études ont montré que, dans la pratique, de nombreuses communautés éprouvent de plus en plus de difficultés à accéder à leurs terres et à pratiquer leurs activités de subsistance. Elles se plaignent de l'absence de consultation et de collaboration avec l'administration. De même, il a été observé que ces communautés ne possèdent pas toujours les outils et les capacités nécessaires pour mieux défendre leurs droits sur les terres et les ressources naturelles qu'elles gèrent au quotidien à des fins, avant tout, de subsistance.

Telles sont les motivations qui ont conduit à la mise en œuvre de ce projet auquel a été associée non seulement la société civile gabonaise, mais également diverses administrations et services techniques tels que les Eaux et forêts, l'Agence Nationale des Parcs Nationaux, les Mines et l'Institut des Recherches en Ecologie Tropicale (IRET).

De façon spécifique, ce projet a pour objet de:

- renforcer les capacités en cartographie participative, au sein des communau-



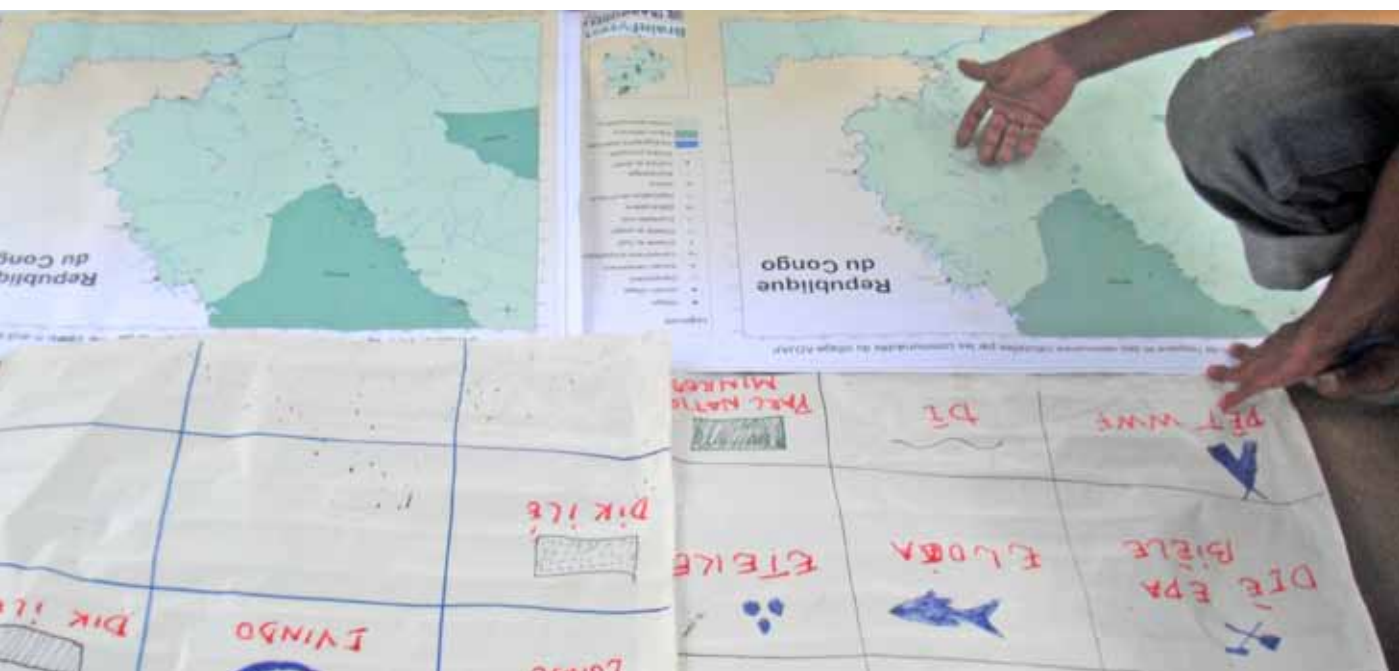
tés locales, notamment autochtones, des membres de la société civile et des agents de l'Etat;

- produire des cartes participatives;
- aider les communautés dans l'utilisation des cartes participatives produites, dans le cadre des négociations et dans la prise de décisions en faveur de la préservation des forêts et des intérêts des communautés forestières.

Résultats obtenus

Au cours de l'année 2010, nous avons obtenu les résultats suivants:

- 38 cartographes locaux ont été formés;
- 8 cartes définitives, 4 cartes provisoires et une maquette en trois dimensions (cartographie 3D) à Minvoul, Ivindo, Pongaga et Waka et d'utilisation des ressources par les communautés ont été produites;
- à Minvoul, un cadre d'échange a été mis en place entre les différents acteurs impliqués dans la gestion des ressources naturelles;
- 6 techniciens issus de la société civile et de l'administration ont été formés en Systèmes d'Information Géographique;
- la méthodologie de cartographie participative a été vulgarisée. Elle est désormais utilisée par d'autres acteurs du secteur forestier (ASF, IRET);
- 6 facilitateurs ont été recyclés et 10 nouveaux ont été formés.



	Quantité	Provenance
FACILITATEURS FORMÉS ET RECYLÉS	10 nouveaux facilitateurs 16 facilitateurs ont été recyclés durant cette formation	9 agents des administrations publiques concernées par la gestion des ressources naturelles et 17 membres d'ONG, « à Libreville et Pointe d'Ennis »
TOTAL	16	
COMMUNAUTÉS ÉTUDIÉES	4	Minvoul
	8	Rive gauche Estuaire (Pongara)
	4	Ogooué-Ivindo
	14	Ikobey (waka)
TOTAL	30	
CARTOGRAPHES LOCAUX FORMÉS	17	Minvoul
	12	Rive gauche Estuaire (Pongara)
	14	Ogooué-Ivindo
	12	Ikobey (waka)
TOTAL	55	

Cartographie participative - études et formations en 2010

	Terroir	Quantité
Cartes définitives	Minvoul	4
	Pongara	8
Total definitive		12
Carte à valider	Ivindo	4
	Maquette à Waka	1
Total carte à valider		5

Cartographie participative - carte produites 2010



2. PROJET “ENABLING EFFECTIVE COMMUNITY PARTICIPATION IN THE MANAGEMENT OF NATIONAL PARKS IN GABON”

Contexte

La création, en août 2002, d'un réseau de 13 parcs nationaux couvrant 30 138 km² (incluant 1 293 km² de territoire marin), soit plus de 11% du territoire national, devait mettre le Gabon au centre de la préoccupation d'envergure mondiale qu'est la conciliation des droits des communautés aux besoins de préservation des ressources naturelles.

Les récentes études participatives (MARPs) menées en 2008 par Brainforest, la RFUK et quelques membres de la Plateforme Environnement-Gabon, dans la périphérie de quelques parcs nationaux, nous ont permis de constater que la création de ces aires protégées a été faite sans la consultation des communautés. De même, bien que la loi 003/2007 du 27 août 2007 reconnaisse l'implication des communautés riveraines, notamment à travers la création de zones périphériques, la consultation de celles-ci dans tout le processus de création et de gestion des parcs, les contrats de gestion de terroir et les comités consultatifs de gestion locale, l'on constate plusieurs manquements dans leur mise en œuvre.

C'est fort de ce constat que Brainforest, en collaboration avec d'autres ONG gabonaises et grâce à l'appui de la RFUK, a mis en œuvre un projet destiné à appuyer les communautés pour la prise en compte de leurs droits dans les politiques de gestion locale et nationale des parcs nationaux.

Objectifs

Avec pour objectif global de faciliter la participation effective des communautés forestières dans la gestion durable des parcs nationaux au Gabon par le développement et la mise en œuvre des textes et des modèles de gestion participative, ce projet se déclinait en divers objectifs spécifiques :

- collecter des informations permettant de mieux connaître les communautés et leurs modes de gestion des ressources naturelles;
- renforcer les capacités d'au moins 20 communautés en matière de négociation pour la prise en compte de leurs droits dans les plans de gestion des parcs nationaux;
- contribuer à la préparation et à l'adoption des textes d'application relatifs aux droits des communautés vivant à l'intérieur et dans la périphérie des parcs nationaux;



- avoir au moins 2 plans de gestion des parcs nationaux qui intègrent la présence, les droits et les territoires des communautés locales;
- faciliter la mise en œuvre de cadres de gestion concertée des ressources naturelles dans les zones du projet (Minvoul, Makokou et Pongara);
- identifier 4 ONG et organisations de la société civile qui ont amélioré leurs capacités et leur approche de travail avec les communautés locales.

Résultats obtenus

Les résultats ci-après ont été obtenus:

- 2 rapports: Pointe-Denis (province de l'Estuaire) et Makokou (province de l'Ogooué-Ivindo) permettant de mieux connaître les réalités des différentes localités où s'est développé le projet avec, notamment, des données sur les processus locaux de gestion des ressources naturelles, sur les modes de vie des communautés et la pratique de leurs activités de subsistance et sur les droits qui leurs sont reconnus;
- formation de 19 membres des communautés de Minvoul (Villages de Doumassi, Bitouga, Eto'o et Elarmintang) aux techniques de négociation. Ils sont désormais aptes à défendre leurs droits en matière d'accès aux ressources naturelles. Cette compétence s'est illustrée au cours de l'atelier multi-acteurs organisé à Minvoul en septembre 2010;
- contribution à la mise en place d'un cadre de dialogue et de concertation au niveau local, à travers l'organisation d'un atelier multi-acteurs (autorités administratives locales, communautés, ONG, Agence Nationale des Parcs Nationaux, Economie Forestière). Cette rencontre a adopté de nombreuses résolutions relatives à l'amélioration locale des droits forestiers des communautés;
- 2 organisations de la société civile (Edzengui et Ariga) et une personne ressource, Edgar Biteghe ont vu leurs capacités renforcées en matière d'approche de travail avec les communautés locales;
- la capitalisation de notre démarche à travers la vulgarisation des outils produits dans le cadre du projet: rapports des recherches participatives, rapports de l'atelier multi-acteur.



3. PROJET «ANALYSE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES FORESTIERS, RENFORCEMENT DES CAPACITÉS REQUISES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE GABONAISE ET MOBILISATION POUR LA MISE EN ŒUVRE DES ÉLÉMENTS DU PLAN D'ACTION FLEGT»

Contexte

L'Union Européenne a mis en place l'initiative FLEGT (application des réglementations forestières, amélioration de la gouvernance et échanges commerciaux). Cette initiative constitue la réponse de la Commission européenne à la problématique de l'exploitation illégale des forêts et au commerce y associé.

Le FLEGT se traduit par un appui technique et financier, ainsi que des conseils aux pays producteurs de bois afin qu'ils mettent en œuvre des réformes visant «à améliorer les politiques et Lois centrées sur la gestion durable des ressources forestières».

Pour atteindre ces objectifs, l'UE soutient des programmes qui visent à garantir le soutien aux initiatives œuvrant en faveur de la mise en application des éléments du plan d'action FLEGT.

Mobilisées pour accompagner le processus de négociation de l'Accord de Partenariat Volontaire (APV) entre le Gabon et l'UE, Brainforest et la plateforme des organisations de la société civile gabonaise Environnement Gabon, ont bénéficié, au cours de l'année 2010, du soutien technique du programme ACP-FLEGT du FAO et de l'appui technique et financier de FERN, une organisation dont le siège est à Bruxelles et qui œuvre à soutenir les politiques de l'Union Européenne.





“Les capacités des différents acteurs ont été renforcées à travers l’Organisation de 5 ateliers de formation portant sur les éléments du plan d’action FLEGT”



Objectifs poursuivis

Les objectifs poursuivis par les programmes ACP-FLEGT et FERN sont complémentaires. Il s'agit d'asseoir la mise en place et la préparation du réseau de la société civile gabonaise pour participer au processus FLEGT et aux négociations visant la signature de l'APV.

Résultats obtenus

Les résultats obtenus au terme de l'année 2010 se déclinent ainsi qu'il suit:

- la plateforme société civile a été étendue aux organisations de l'intérieur du pays;
- les capacités des différents acteurs ont été renforcées à travers l'organisation de 5 ateliers de formation portant sur les éléments du plan d'action FLEGT (la notion d'infraction forestière, la gouvernance, la traçabilité forestière, la définition de la grille de légalité, l'analyse et la restitution sur le cadre réglementaire forestier);
- les communautés rurales vivant dans la périphérie des massifs forestiers sous exploitation à l'intérieur du pays ont été sensibilisées sur le FLEGT.

4. PROJET «BUILDING THE FOUNDATIONS FOR SUCCESS; ENSURING COMMUNITY PARTICIPATION IS AT THE HEART OF REDD»

Contexte

Depuis le 1^{er} mai 2010, Brainforest, membre de la Plateforme Environnement Gabon, met en œuvre la composante Gabon du projet P-Z1-C00-12 sur la contribution de la société civile au processus REDD; en partenariat avec FERN et quatre autres ONG sous-régionales (OCDH au Congo-Brazzaville, CED au Cameroun, OCEAN en RDC, et MEFP en RCA) sur financement du CBFF (Fond Forestier pour le Bassin du Congo) pour une durée de 3 ans, du 1^{er} mai 2010 au 21 janvier 2013.

Objectifs

Le projet vise deux principaux objectifs:

- apporter les contributions de la société civile au processus REDD pour la prise en compte des droits des communautés locales et autochtones;



- renforcer les capacités des membres de la société civile pour une meilleure implication dans le processus.

Pour atteindre ces objectifs, cinq grands groupes d'activités ont été prévus:

- réunions de travail;
- ateliers de formations nationaux et sous-régionaux;
- sessions de formations thématiques sur la REDD;
- préparation de la société civile en vue de sa participation aux réunions formelles sur la REDD aux niveaux national, régional et international;
- Echanges d'expériences.

Activités réalisées

Pour la composante Gabon, les activités ci-après ont été réalisées:

- plusieurs réunions, échanges et entretiens formels et informels ont été organisés avec différents acteurs concernés par le processus REDD au Gabon;
- l'équipe de projet REDD de Brainforest a participé à des réunions et ateliers sous-régionaux et internationaux dans le cadre des échanges d'expérience et de renforcement des capacités;
- un processus d'échange d'informations et de documentation a été mis en place afin d'informer les membres de la société civile gabonaise sur le processus REDD.



ETUDES REALISEES

Au-delà des projets mis en œuvre, quelques études spécifiques ont été réalisées.

1. GESTION DU FONCIER EN MILIEU RURAL AU GABON

Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet régional «Promouvoir les droits fonciers des communautés dans le bassin du Congo», mis en œuvre par la RFUK, basée à Londres, au Royaume-Uni, et soutenue par le Fonds Forestier du Bassin du Congo (CBFF).

L'étude a été réalisée auprès des communautés à Minvoul (Woleu-Ntem), Makokou (Ogooué Ivindo) et Kango (Estuaire).

L'objectif de cette étude était de:

- documenter la conception du foncier par les communautés et les rapports que celles-ci entretiennent avec la terre;
- identifier les difficultés relatives à la valorisation de leurs droits fonciers par les communautés;
- identifier les pistes de solutions pour une meilleure jouissance des droits fonciers par les communautés.

Un rapport final d'étude a été produit pour chacune des villes concernées.

2. IMPACT DE L'EXPLOITATION MINIÈRE SUR LES POPULATIONS LOCALES ET L'ENVIRONNEMENT DANS LE HAUT-OGOOUÉ

Réalisée avec l'appui financier de Global Greengrants Fund, cette étude s'est appesantie sur l'épineuse question de la conciliation de l'exploitation industrielle des ressources naturelles avec les besoins de préservation de l'environnement.

Plus précisément, il a été question, pour notre structure, d'identifier les problématiques actuelles issues des activités minières dans les localités de Mounana, Moanda et Poubara, non seulement afin d'informer l'opinion publique, mais également dans le but d'engager les parties prenantes dans un processus visant à améliorer la gestion des ressources naturelles dans le Haut-Ogooué, ainsi que sur l'ensemble du territoire. Un rapport a été produit sur cette problématique.



Brainforest
Favoriser l'environnement et l'emploi

Impacts de l'exploitation minière
sur les populations locales
et l'environnement

dans le Haut-Ogooué



Landry LEBAS
Août 2010

3. LE COMMERCE ET LES INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE: ÉVALUATION ET GESTION DES COMPROMIS ENTRE ÉCONOMIES NATIONALES, MOYENS DE SUBSISTANCE LOCALE ET ÉCOSYSTÈMES FORESTIERS.

Financé par le CIFOR (Centre for International Research), cette étude a été menée dans le cadre d'un projet portant sur les impacts directs et indirects des investissements chinois dans les secteurs en rapport avec la forêt.



Il s'est agi d'analyser les influences des investissements chinois sur la gestion durable des forêts et les moyens de subsistance des communautés locales, en contribuant à promouvoir un développement économique socialement avantageux.

Mis en œuvre dans six pays africains (Cameroun, Gabon, RDC, Mozambique, Zambie, Zimbabwe), la phase préalable du projet qui consistait à établir un diagnostic du mode opératoire de ces entreprises et les impacts qui en résultent sur les ressources forestières avait été confiée à Brainforest pour la composante Gabon. Un rapport consigne les résultats de cette étude.

4. ETUDE SUR L'INDICE DE PÉRENNISATION DES ONG DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Commanditée par Management System International, basé aux Etats-Unis, cette étude d'identification des ONG est destinée à les structurer pour qu'elles s'organisent selon l'indice de pérennisation de l'USAID.

Le calcul de l'indice de pérennisation des ONG est une première en Afrique. L'indice de 2009-2010 servira de base pour les prochaines années.

L'étude a consisté à réunir un panel d'experts exerçant dans différents domaines: anthropologie, société civile, politique, journalisme et administration.

Les experts identifiés ont, au préalable, répondu à un questionnaire élaboré par l'ONG responsable, leur permettant de calculer individuellement l'indice relatif à chaque indicateur: le contexte juridique, les capacités organisationnelles, la viabilité financière, le plaidoyer, la fourniture de services, les infrastructures et l'image publique.

Ce premier travail effectué, un atelier réunissant tout le panel a été convoqué, afin de mieux débattre et fixer collectivement l'indice général de chaque indicateur et, partant, l'indice de pérennité de l'ensemble des ONG du pays. Un rapport général sur les différents pays participants est disponible.



PARTICIPATION AUX PROCESSUS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX

Soucieuse de maximiser les synergies pour mieux répondre à l'impératif participatif des problématiques globales, Brainforest a intensifié sa collaboration avec les acteurs travaillant sur des thématiques communes.

1. PROJET TRIDOM

Réalisé simultanément au Cameroun, au Congo et au Gabon, le projet de conservation de la TRIDOM qui repose sur une subvention de sept ans du FFEM via le PNUD, vise à maintenir des fonctions et la connectivité écologique dans l'espace TRIDOM et à assurer la conservation à long terme d'un système d'aires protégées.

Parce qu'il travaille sur des thématiques qui nous sont chères, en l'occurrence, la gestion des aires protégée, l'affectation des terres et les droits des minorités, notre organisation s'est intégrée dans ce projet. A cet effet, outre les classiques échanges de données et la participation aux ateliers, le fait marquant de cette collaboration est la participation de l'un de nos membres au Comité Multidisciplinaire National.

Cette participation est stratégique, au regard des missions assez délicates confiées à ce comité. En effet, celui-ci est chargé, entre autres, de :

- contribuer à l'élaboration du plan directeur d'aménagement du territoire de l'espace TRIDOM;
- apprécier l'état d'avancement des activités du projet et d'en rendre compte aux décideurs;
- proposer aux ministères techniques concernés des orientations à prendre pour la mise en œuvre du projet;
- soumettre au comité scientifique et technique des recommandations relatives à la mise en œuvre du projet au niveau national;
- valider le plan de travail annuel;
- appuyer l'équipe de projet nationale sur toute autre question technique liée à la réussite du projet.



2. COALITION PUBLISH WHAT YOU PAY

Cadre de concertation et d'échange très actif, la coalition Publiez ce Que vous Payez apparaît, aujourd'hui, comme le bras séculier des organisations de la société civile dans leur lutte pour la bonne gouvernance.

Durant l'année 2010, la coalition a essentiellement mené les activités suivantes:

- formation en techniques de plaidoyer et de lobbying;
- formation en gestion de projet, planification et gestion financière et fundraising;
- formation en analyse et suivi budgétaires;
- organisation d'une journée d'information nationale sur les industries extractives et l'ITIE;
- rédaction et production de bulletins semestriels et d'autres supports d'information.

Tout en favorisant le renforcement des capacités des membres de la société civile sur les thématiques en question, ces différentes activités ont permis une meilleure connaissance de la coalition et du secteur des industries extractives au Gabon.

3. PLATE-FORME ENVIRONNEMENT GABON

Cadre de concertation des ONG environnementales gabonaises, cette plateforme vise essentiellement un objectif de coordination des actions des organismes de la société civile environnementale, de même qu'un partage d'expériences entre nos différentes organisations.

Cette année, Environnement Gabon est restée fidèle à sa logique et à son choix résolu d'impliquer les autres membres de la plateforme aux activités menées par l'un de ses membres. A cet effet, il s'est agi, pour notre organisation, de communiquer auprès des organisations de la société civile gabonaise sur des thématiques telles que le FLEGT, la REDD, la cartographie participative, les systèmes d'information géographique, les méthodologies de travail et de collecte de données auprès des communautés locales et autochtones, la facilitation d'une rencontre multi-acteurs en matière de gestion des ressources naturelles.



CONTRAINTES RELATIVES AU DEPLOIEMENT DE NOTRE ACTION SUR LE TERRAIN

Diverses contraintes internes et externes ont émaillé la poursuite de notre action, compromettant parfois nos chances d'atteindre nos objectifs.

1. CONTRAINTES INTERNES

Malgré tout le dynamisme qui prévaut au sein de la structure constituée en majorité de jeunes professionnels, beaucoup reste à faire, en termes de renforcement des capacités de l'équipe de Brainforest. C'est la raison pour laquelle un programme de perfectionnement progressif a été mis en oeuvre. Nonobstant ce programme, nous avons recours à des compétences externes, lorsque les circonstances l'exigent.

Brainforest reste également confrontée à l'épineux problème des financements nécessaires à la mise en oeuvre de son plan stratégique. Un programme de *fundraising* étant en cours de finalisation, la structure vit uniquement des fonds reçus dans le cadre des projets mis en oeuvre. Cela limite sensiblement notre marge de manœuvre et la portée de nos actions.

2. CONTRAINTES EXTERNES

La contrainte majeure, ici, découle de l'incompréhension profonde ou de la mauvaise perception de nos objectifs et de certaines de nos actions. En effet, défenseur de l'environnement, mais aussi et surtout des droits des communautés locales et autochtones, Brainforest est quelquefois perçue comme un adversaire de la conservation. Cette déconsidération nous a valu l'ostracisme de la part de certains services techniques de l'administration gabonaise.

Mais nous restons convaincus qu'aucun processus de conservation et de gestion durable des ressources naturelles ne doit se faire sans la participation de toutes les parties prenantes, surtout des principaux concernés que sont les communautés. En effet, outre qu'elles détiennent des droits ancestraux sur les terres litigieuses ces communautés restent dépendantes de la forêt afin d'assurer leur subsistance.

Bien que nous n'ayons pas la prétention de considérer notre approche comme une panacée, nous sommes convaincus de ce qu'elle constitue un outil efficace de participation des communautés et, par conséquent, de prévention et de résolution de conflits en matière de gestion des ressources naturelles.





PERSPECTIVES





PERSPECTIVES POUR 2011

1. PROJET DE CARTOGRAPHIE PARTICIPATIVE DANS LE BASSIN DU CONGO

Dans cette phase terminale, il s'agira de travailler beaucoup plus à l'accompagnement des communautés dans l'utilisation des cartes produites. Ce travail a d'ores et déjà commencé à Minkébé et il s'agira de l'étendre aux autres zones du projet. De ce fait, un accent particulier sera mis sur la contribution à la mise en place des cadres de gestion concertée des ressources naturelles et à l'appui pour la mise en œuvre des résolutions issues de ces cadres dans les autres sites du projet. Des avancées ont été faites dans ce sens à Minkébé.

2. PROJET «ENABLING EFFECTIVE COMMUNITY PARTICIPATION IN THE MANAGEMENT OF NATIONALS PARKS IN GABON» (FFEM)

Désormais financé par le FFEM, ce projet fait suite à la phase financée par la RFUK et poursuit les mêmes objectifs que la phase précédente, pour s'étendre aux sites de Waka et de Loango.

3. PROJET «APPUI POUR L'IMPLICATION DES COMMUNAUTÉS DANS LA GESTION DURABLE DU MASSIF FORESTIER DE MINKEBE OUEST (NORD DU GABON)»

Financé pour une durée de 6 mois dans le cadre des petites subventions du CARPE, ce projet a pour objectif global de promouvoir la pleine participation des communautés dans la gestion durable du massif forestier de Minkébé Ouest. Ses objectifs spécifiques se déclinent comme suit:

- renforcer les capacités des communautés en matière de connaissance de leurs droits forestiers et fauniques sur la base de la brochure mise à jour et produite antérieurement sur financement CARPE;
- aider les communautés à mieux s'organiser afin de promouvoir les droits des gestionnaires du massif forestier de Minkébé Ouest;
- faciliter la mise en place d'un cadre d'échanges entre les acteurs de la gestion forestière, en vue d'aboutir à un système concerté d'exploitation





des ressources naturelles qui tiennent compte des cartes d'utilisation des ressources et des droits des communautés.

4. PROJET PRO-FORMAL

Financé par l'Union Européenne via le CIFOR, pour une durée de 12 mois, ce projet vise à analyser les mesures politiques pouvant permettre au FLEGT de mieux intégrer les marchés nationaux du bois dans le cadre national légal.

Cinq pays ont été sélectionnés pour abriter ce projet: le Cameroun, la République Démocratique du Congo, le Gabon, l'Équateur et l'Indonésie.

Au Gabon, le projet est exécuté par l'IRET et Brainforest. Il s'agira, pour notre organisation, de mener les activités suivantes:

- réaliser le profil pays, selon la grille commune fournie par l'équipe Pro-Formal;
- une fois par trimestre, réaliser une revue de presse sur le sciage artisanal ou informel/illégal, ainsi que sur l'évolution de la politique forestière nationale;
- une fois par mois (6 fois dans la province de l'Estuaire, 6 fois dans les autres provinces du Gabon) réaliser une enquête en milieu rural consistant, d'une part, à établir le diagnostic du sciage artisanal à l'échelle du district ou équivalent et, d'autre part à réaliser une enquête socio-économique détaillée auprès des scieurs artisanaux de la localité.

5. PROGRAMME ACP-FLEGT DE LA FAO

L'année 2011 verra la mise en œuvre d'un programme de formation des acteurs de la société civile aux méthodes et techniques de l'observation externe et indépendante des forêts.

Il s'agira, à travers ce processus, de donner aux acteurs ruraux et à la société civile, des outils nécessaires pour appuyer et compléter efficacement l'action de l'observateur des forêts indépendant et institutionnel.

Au-delà de ces différents projets financés, il va sans dire que Brainforest engagera des actions ponctuelles, lorsque les circonstances l'exigeront. De même, notre structure maintiendra sa participation aux différentes dynamiques nationales et internationales en matière de gestion durable des ressources naturelles et des droits des communautés locales.



6. APPUI À LA LUTTE CITOYENNE CONTRE LA CORRUPTION

Avec l'appui de l'Ambassade des États-Unis, pour une année, ce projet vise trois objectifs : (i) Récolter toutes les informations nécessaires sur la corruption au Gabon : les pratiques, les acteurs, l'impact, les méthodes de luttes et leurs limites, les outils disponibles ; (ii) Formuler les recommandations pour améliorer les méthodes de lutte contre la corruption et assurer l'implication de toutes les parties prenantes ; (iii) Former des personnes (syndiquées) issues des administrations publiques sur le suivi budgétaire pour la production des rapports spécifiques de suivi budgétaires de ces administrations respectives pour l'année 2011.

Pour ce faire, dans l'optique de la sensibilisation et de l'information des parties sur ce « fléau », trois grands groupes d'activités ont été prévus : (a) Un séminaire-atelier sur le suivi budgétaire ; (b) La production d'un rapport annuel (fin d'année 2011) du suivi budgétaire de leur administration par chaque acteur, issu des syndicats, prenant part à cet atelier ; (c) Réalisation d'une plaquette sur les dispositions légales nationales et internationales relatives à la corruption.

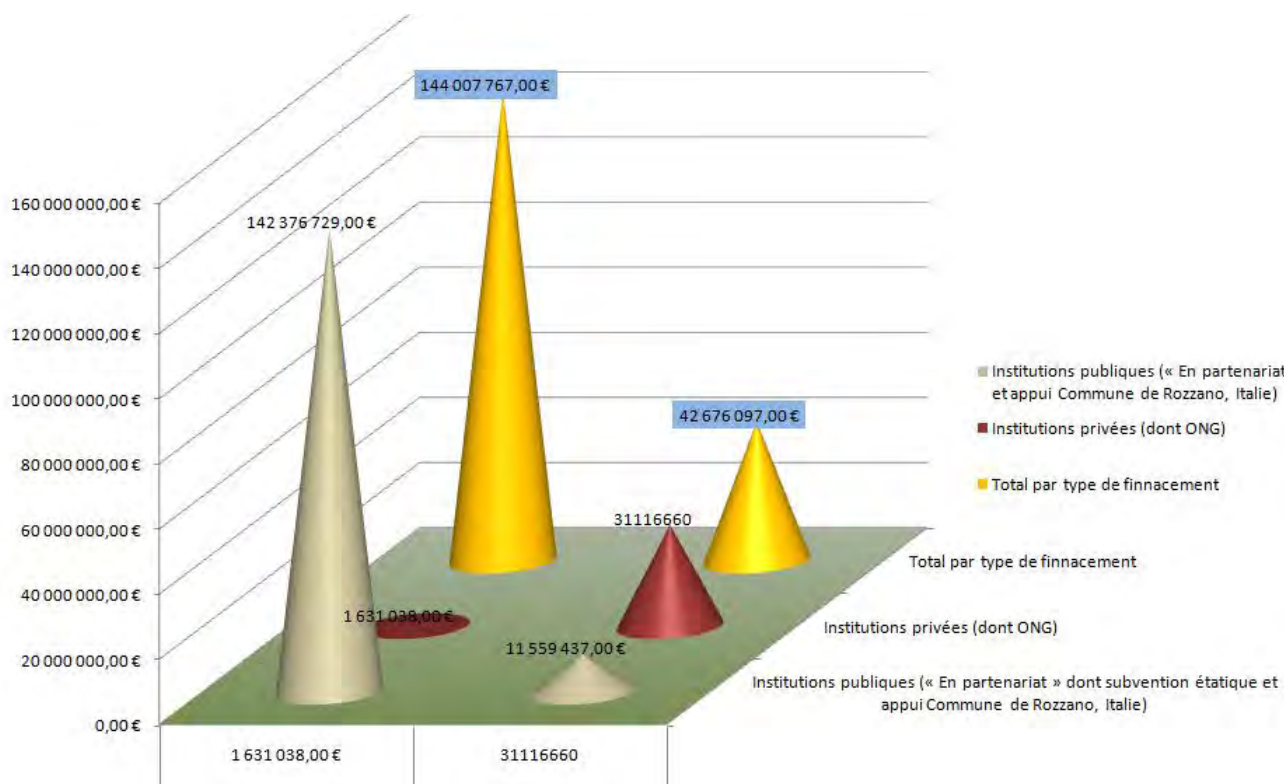
7. «APPUI À L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA FAUNE» (AALF)

Initié et mis en œuvre par l'ONG Conservation Justice, avec l'appui institutionnel de Brainforest, ce projet vise à expérimenter une nouvelle approche pour la conservation et la protection la faune au Gabon. Spécifiquement, ce projet vise à minimiser au maximum le trafic illégal des espèces protégées de la faune sur l'ensemble du territoire de la République du Gabon et à cet effet, Brainforest et Conservation Justice se sont engagées à : (i) soutenir les efforts du Ministère des Eaux et Forêts (MINEF) en l'appuyant pour assurer la formation et l'équipement d'un corps fonctionnel de contrôleurs affecté spécifiquement à la lutte contre la criminalité sur la faune ; (ii) appuyer les services du MINEF par la mise en œuvre d'un réseau de renseignements nécessaire pour appréhender les braconniers et trafiquants de produits fauniques illicitement acquis ; (iii) renseigner le MINEF à travers tous ses services compétents des cas de braconnage, détention, commercialisation et circulation des produits de faune illégalement acquis ; (iv) appuyer le suivi par les services du MINEF, particulièrement sa cellule Juridique des contentieux transmis en justice ; (v) établir un système rapide de diffusion dans les medias de toute information relative aux saisies, actes de criminalité et l'aboutissement des contentieux transmis en justice qui sera approuvé par les parties, ceci afin d'informer le public et de montrer les résultats positifs obtenus par le projet AALF et plus généralement le MINEF.



BILAN FINANCIER

Financement 2010



Au cours de l'année 2010, Brainforest a enregistré une croissance du volume de ses activités. L'extension des partenariats et le renforcement des collaborations avec les partenaires historiques et habituels qui en découlent ont fait progresser la masse salariale mensuelle moyenne de 3 891 250 en 2009 à 5 088 750 FCfa en 2010.

Cette croissance se poursuivra dans les années à venir avec les nombreuses sollicitations que reçoit Brainforest du fait de sa crédibilité croissante.

Solde au 31 décembre 2009 (activités en cours): 40 154 335 FCFA

Financements reçus en 2010 (FCFA)

	En Partenariat	Appuis directs	Total
Institutions publiques («En partenariat» dont subvention étatique et appui Commune de Rozzano, Italie)	1 631 038	31 116 660	32 747 698
Institutions privées (dont ONG)	142 376 779	11 559 437	153 936 216
Total	144 007 817	42 676 097	186 683 914

Financements totaux disponibles pour 2010 : 221 840 160 FCFA

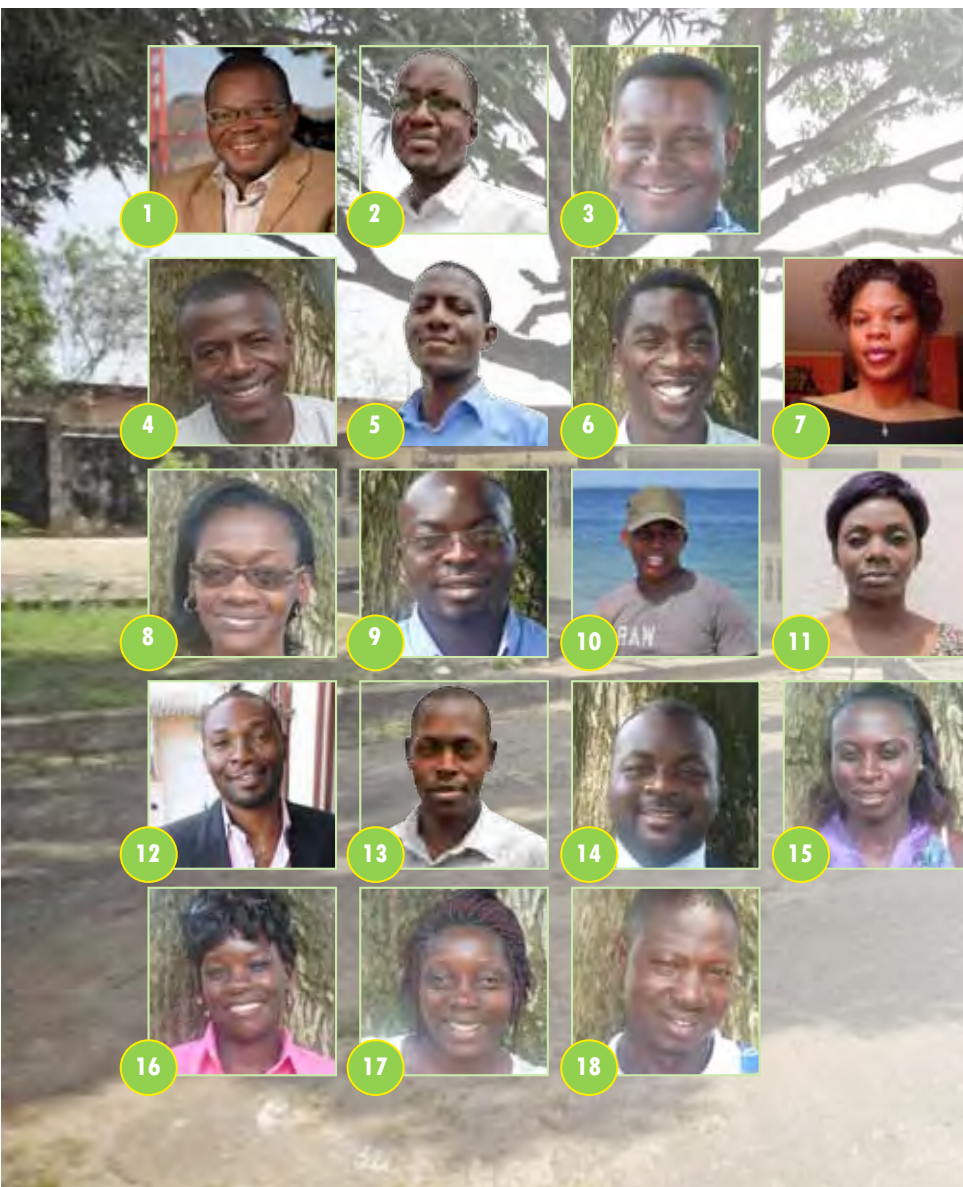
Dépenses par catégorie en 2010 (FCFA)

	Montants	Pourcentage (%)
Staff	61 065 000	27,82
Activités (incluant voyages...)	140 465 890	64,00
Administration et autres coûts	17 952 925	8,18
Total	219 483 815	100 %

Solde au 31 décembre 2010 : 2 356 345 FCFA



PERSONNEL BRAINFOREST



- 1 - Marc Ona Essangui, Secrétaire Exécutif
- 2 - Protet Essono Oondo, Coordonnateur des programmes
- 3 - Franck Allogo Mendou, Comptable
- 4 - Richelieu Zue Obame, Responsable des programmes APV/ FLEGT
- 5 - Martial Djinang, Chef de Projet, Juriste environnementaliste
- 6 - Sam Nziengui Kassa, Responsable technique adjoint projet cartographie participative
- 7 - Laurentine Bilogo Bi Ndong, Responsable technique projet Proformal/CIFOR
- 8 - Dallia Arielle Azizet, Assistante au Programme APV/FLEGT
- 9 - Olivier Meye Obiang, Assistant de projet Assistant juridique
- 10 - Freddy Nguema Allogo, Responsable technique projet cartographie participative
- 11 - Reine Patrick Banioguila, Assistante de projet
- 12 - Phal Galbert Mezui Ndong, Responsable des ressources humaines chargé de la communication
- 13 - Germain Djeuking, Consultant informatique chargé de la maintenance et de l'infographie
- 14 - Béranger Ndoutoumou Obiang, Chauffeur-Logisticien
- 15 - Ornella Ntsele, Assistante de direction
- 16 - Grazyella Nzalbe Essogho, Assistante de direction
- 17 - Annie Charmelle Yoya, personnel d'appui
- 18 - Arouna, personnel d'appui



www.brain-forest.org
BP 23749, Libreville Gabon
Tél : (00241) 07 97 84 25
info@brain-forest.org